L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

3e ANNEE
JEUDI 13 MAI 1971 N° 104

LES ESCLAVES MODERNES DU CAPITAL ENGAGENT LA LUTTE

SOUTIEN AUX O.S. EN GRÈVE !

Aujourd'hui, en France, ceux d'en bas, les ouvriers, veulent de moins en moins vivre comme autrefois et ceux d'en haut, les bourgeois, le peuvent de moins en moins.

Les O.S. (ouvriers spécialisés) de l'usine Renault du Mans ne veulent plus des salaires de misère, des éternelles promesses.

Les ouvriers des autres usines Renault n'acceptent plus que la direction puisse, à son gré, leur enlever leurs moyens de travail.

Les mineurs de La Mure n'acceptent plus que le capital s'engraisse de leur sang.

Dans un nombre de plus en plus grand d'usines, les ouvriers passent à l'action CLASSE CONTRE CLASSE pour leurs revendications immédiates.

Sourdement, la colère s'accumule dans la classe ouvrière. Les prix ne cessent d'augmenter, le chômage s'étend. Chaban-Delmas peut être beau parleur, les faits sont là qui le démentent.

Empêtrés dans leur crise monétaire, les capitalistes cherchent inévitablement à s'en tirer en exploitant plus durement les travailleurs.

Mais là où il y a oppression, il y a révolte. Et cela fait peur à plus d'un. Croyant intimider les ouvriers de chez Renault, le gouvernement envoie ses C.R.S. à Flins, prononce des peines de prison, les patrons licencient les ouvriers combatifs, la police quadrille les grandes villes à la moindre occasion. La bourgeoisie a peur de la classe ouvrière, aussi se prépare-t-elle à recourir au fascisme.

Afin de diviser les travailleurs français et immigrés, de développer le racisme anti-arabe, elle fait rentrer en scène les voyous fascistes de l'O.A.S., d' « Ordre Nouveau ».

Des députés U.D.R. viennent de déposer un projet de loi rendant obligatoire l'arbitrage dans la lutte de classes et sanctionnant ceux qui le refusent. Ainsi la bourgeoisie veut se donner des moyens « *légaux* » pour réprimer les ouvriers qui luttent « *classe contre classe* ».

Car c'est bien la lutte « classe contre classe » qui effraie la bourgeoisie.

Mais il y en a d'autres aussi que le nouvel état d'esprit des masses inquiète : ce sont les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. Comme elles viennent à point pour eux les profanations du Père-Lachaise ! Elles leur servent à tenter de discréditer les ouvriers avancés qui luttent classe contre classe, à reprendre en mains des militants ouvriers dont les yeux s'ouvrent et, bien sûr, à s'enfoncer encore plus dans la collaboration de classes. « *Renault doit tourner !* » clament-ils en faisant du pied à la bourgeoisie. Pour eux, la gestion actuelle du capitalisme est maladroite, les travailleurs débordent les commis-

Occupation de l'usine Renault au Mans.

ouvriers de la bourgeoisie, aussi se proposent-ils pour prendre la place. « *Nous voulons l'ordre* », « *Nous sommes un parti de gouvernement* » déclare Marchais, oubliant qu'en 1947 Staline fustigeait Duclos pour la même phrase. A l'époque, elle était qualifiée de grave erreur, aujourd'hui nous disons trahison, car il s'agit bel et bien d'ordre et de gouvernement, sans que l'Etat ait changé sa nature de classe, c'est-à-dire d'ordre et de gouvernement restant au service de la bourgeoisie.

Quoiqu'il en soit, ni les menaces, ni les provocations, ni le mensonge ne viendront à bout de la lutte de la classe ouvrière.

Vive le nouvel essor de la lutte de classes qui contribue à préparer la voie de la révolution prolétarienne !

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

QUE L'HUMANITÉ ROUGE SERVE LE PROLÉTARIAT ! (12)

QUE CHAQUE LECTEUR DE L'HUMANITÉ ROUGE DEVIENNE UN ARDENT PROPAGANDISTE

Chaque lecteur de « l'Humanité Rouge » s'inspirant du principe **« oser lutter, oser vaincre »**, peut se transformer en un ardent propagandiste du Marxisme-Léninisme, en diffusant massivement « l'Humanité Rouge » dans la classe ouvrière, en utilisant pleinement toutes les possibilités d'agitation et de propagande.

— **D'agitation**, c'est-à-dire de diffusion massive du Journal par tous les moyens possibles : porte à porte dans les quartiers prolétariens, les foyers et cafés d'immigrés, aux portes des usines, affichages, boîte aux lettres, abonnements, etc. Le travail d'agitation qui consiste à diffuser quelques idées en direction de beaucoup de personnes ne donne pas de résultat visible immédiat. Il n'en est pas moins indispensable et précieux car les idées semées cheminent et ressurgissent tôt ou tard. Les justes revendications : **« Pas de salaires inférieurs à 1 000 F », « La retraite à 60 ans », « Les 40 heures immédiatement et sans diminution de salaires »**, reprises par des milliers de poitrines dans les rangs même de la manifestation organisée par les révisionnistes, le premier mai dernier, ne sont pas étrangères au fait qu'elles ont été mises en avant et popularisées dans nos colonnes, tout comme la classe ouvrière s'est emparée du mot d'ordre **« occupons les usines »** avancé par les Marxistes-Léninistes dès 1967.

La classe ouvrière possède l'expérience de son exploitation. Cette expérience doit fusionner avec les idées justes sur la voie à suivre pour sa libération, idées que les révisionnistes s'emploient soigneusement à lui cacher, sachant bien que cette rencontre est révolutionnaire.

— **De propagande** qui consiste à discuter de beaucoup de choses, à faire pénétrer beaucoup d'idées chez quelques personnes. Des discussions suivies, régulières, organisées avec les ouvriers avancées les feront s'ouvrir au Marxisme-Léninisme. Les moindres possibilités d'organisation doivent être saisies sachant qu'organiser ne veut pas dire faire rentrer la réalité dans des carcans rigides, mais savoir exploiter la moindre possibilité d'action et de mise en contact qui s'offre.

De plus en plus de camarades ouvriers écrivent à « l'Humanité Rouge » pour dénoncer leur exploitation pour raconter leurs luttes et celles de leurs camarades. De plus en plus de lecteurs ouvriers se transforment en diffuseurs en communiquant « l'Humanité Rouge » à leurs camarades d'ateliers, à leurs voisins, à leurs amis.

Que tous suivent leur exemple ! que chaque lecteur se transforme en un ardent propagandiste des idées du Marxisme-Léninisme en utilisant pleinement l'arme redoutable pour la bourgeoisie que constitue « l'Humanité Rouge », arme terrible que sa répression et ses procès ne feront qu'aiguiser.

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE GUADELOUPÉEN EN LUTTE

Le vendredi 30 avril s'est tenu à Paris un meeting d'information et de solidarité avec la courageuse lutte du peuple guadeloupéen, dans une ambiance de fraternité et d'enthousiasme.

Le meeting a commencé par un hommage émouvant et une minute de silence à la mémoire de Charles Barlagne.

Puis le Président de l'AGTAG a fait un riche historique ; il a rappelé les 3 siècles de colonisation du peuple guadeloupéen ainsi que les luttes acharnées de ce peuple décidé à vivre debout, à lutter sans faiblesse contre le colonialisme français. Ensuite un camarade de l'AGEG fit un exposé très complet sur la situation actuelle.

Si la féroce répression coloniale, les trahisons des révisionnistes du P« C »G (encore une fois ils se sont joints au mouvement pour mieux le saboter), la mort de Charles Barlagne ont fait perdre son ampleur à la grève des travailleurs agricoles, le représentant de l'AGEG a montré que celà n'entamait nullement le courage du peuple guadeloupéen dans sa lutte contre l'exploitation colonialiste ; la grève des ouvriers du bâtiment en témoigne ; les héroïques « bagnards du béton » dans leur 8e semaine de grève bénéficient de la sympathie de masses toujours plus larges et du soutien actif des lycéens, professeurs et fonctionnaires de leur pays.

Les commandos d'agression du P« C »G ne sauront changer cet état de fait.

Ce meeting a été l'occasion de nombreuses manifestations de solidarité.

Me Courrégé a rappelé d'autre part les événements sanglants du 26 et 27 mai 1967 et les procès des guadeloupéens à Paris.

Me Leclerc a fait un éloquent appel à un soutien plus conséquent à cette lutte héroïque.

Un message du GONG a été très chaleureusement applaudit. Il y a eu également des messages de solidarité de l'AGEM, de l'UEG, de la Réunion, de progressistes malgaches, de la FEANF, de diverses organisations politiques, démocratiques et anti-impérialistes et notamment un message du Secours Rouge Prolétarien de « l'Humanité Rouge ».

Le P« C »F bien sûr n'était pas présent.

Il est apparu au cours de ce meeting que le soutien des masses françaises était insuffisant. Celà tient au « mur de silence » de la bourgeoisie et du P« C »F sur ces luttes ; de plus les organisations antillaises et guyanaises ne touchent principalement que leurs compatriotes. C'est pour celà que nous tous, camarades et amis de l'HR devons poursuivre sans répit la popularisation du combat de nos frères guadeloupéens et autres travailleurs antillais, et renforcer notre solidarité politiquement et matériellement à leur égard.

UNE FORMULE D'ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique et politique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
3 mois	10 F	20 F	20 F
6 mois	20 F	40 F	40 F
1 an	40 F	80 F	80 F

Etranger : un an 120 F ; six mois 60 F ; trois mois 30 F.

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Total précédent		70 645,44 F
Une ouvrière	Paris	15 F
Des travailleurs	Ivry	25 F
Des amis de l'HR	Allemagne	7 F
Des camarades	Paris	200 F
Des travailleurs	Nord	10 F
Un travailleur pour que H.R. continue	Noisy-le-Sec	3 F
Un vieux militant communiste	Côte-d'Or	100 F
Une lycéenne	Paris 12e	1 F
J.P.	Paris	5 F
Un jeune camarade	Var	5 F
Anonyme	L'Hay-les-Roses	200 F
Des fonctionnaires	Paris	117 F
Des lycéens	Le Raincy	30 F
Pour que tous les vieux militants versent tous les mois - M.P. (65 ans) (versement d'avril)	Nimes-Garons	20 F
Un camarade	Paris 12e	15 F
Un lecteur	Paris 19e	5 F
Pour la défense de l'H.R. et la victoire du marxisme-léninisme : une journée de salaire	Périgueux	63 F
Une lycéenne	Paris 12e	1,15 F
Un abonné	Grenoble	50 F
Un travailleur immigré		1 F
Une lectrice	Brioude	1,50 F
Que l'H.R. serve le prolétariat ! Que le prolétariat se serve de l'H.R.		
J.P. lycéen	Paris 14e	5 F
Un lecteur (versement de mai)	Lons-le-Saunier	100 F
Une retraitée	Paris	1 F
Soutenons la lutte des peuples d'Afrique contre l'impérialisme français ! Cercle Barlagne	Région Parisienne	100 F
Un lycéen	Aulnay-sous-Bois	2 F
Vive la révolution prolétarienne ! Un sympathisant	Périgueux	88 F
Des sympathisants	Région Parisienne	10 F
Total général		71 826,09 F

Nous indiquons aux camarades du comité de soutien à HR du Jura que nous n'avons pas reçu les 50 F envoyés récemment.

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Total précédent		8 474,15 F
C.D.H.R.	Marseille	4 F
Anonyme	L'Hay-les-Roses	150 F
Collecté à la librairie « Le Phénix »	Paris	50 F
Soutien aux travailleurs guadeloupéens en lutte		
Anonyme	L'Hay-les-Roses	150 F

L'H.R. EN PROCES LE 26 MAI

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a reporté au 26 mai prochain le procès que nous a intenté le ministre de l'Intérieur pour « diffamation envers la police ».

L'ennemi de classe essaie de « frapper à la caisse », comme il l'a déjà fait à notre procès de Nancy.

Camarades, amis lecteurs, renforçons le soutien à l'HR. Intensifions la diffusion et la souscription, poursuivons la bataille de « l'Humanité Rouge » !

En sachant prendre appui sur les masses, nous surmonterons toutes les difficultés.

« L'Humanité Rouge » vaincra !

A NOTER

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le changement de notre adresse postale. Nous prions nos correspondants d'écrire maintenant à :

« L'HUMANITE ROUGE »

B.P. 365-02

PARIS - R.P.

Les lettres envoyées au directeur de publication de l'H.R., M. François MARTY, sous cette même adresse, parviendront également à destination.

Les lettres n'indiquant seulement que le numéro de boîte postale, mais qui ne seront adressées ni à « l'Humanité Rouge », ni à M. François Marty, seront retournées à leurs expéditeurs par les P.T.T.

Notre C.C.P. reste inchangé.

LA GRÈVE DU 21 AVRIL 1971 DANS LE BATIMENT

A l'appel des organisations syndicales, une grève de 24 heures vient d'avoir lieu dans le bâtiment et les travaux publics.

Dans quelles circonstances intervient-elle ?

Dans le bâtiment, les salaires, les conditions de travail (sécurité, hygiène, temps passé sur le chantier...) sont autant de motifs de mécontentement : nous sommes les FORÇATS du BETON !

Sachez que le salaire moyen de l'ouvrier qualifié, pour 200 heures de travail, est inférieur à 1 000 F. L'horaire hebdomadaire est de 50 heures...

C'est dans le bâtiment que les crimes ,les assassinats du capital sont les plus nombreux !

Ces derniers temps, la colère des travailleurs s'est émoussée à la perspective de la fameuse mensualisation. Aux yeux des travailleurs miroitait la sécurité du fonctionnaire... Tous attendaient, confiants, le nouveau régime des salaires.

La paie de mars, brutalement, dessille les yeux des travailleurs. La duperie de la fameuse mensualisation éclate. Les espérances des ouvriers s'écroulent. La colère gronde sur les chantiers.

... Les organisations syndicales décrètent une grève de 24 heures.

Le jour de la grève

Certains patrons, le 21 avril, ferment leur chantier. Pourquoi ? tout simplement par peur de voir les travailleurs « monter » au bureau !

Quant aux organisations syndicales, elles imposent aux gars du bâtiment une marche funèbre à travers les rues de Nancy... Les grévistes assistent, une heure plus tard, dans les bureaux de la Chambre patronale, à l'enterrement de leurs revendications.

Les discussions en commission paritaire ne gênent pas les patrons : c'est du temps, donc de l'argent, gagné. Alors, nous aurons droit à une petite réunion le lundi 10 mai. Les travailleurs se dispersent... la grève est terminée.

Echec de la grève

Que sortira-t-il de cette réunion paritaire du 10 mai ?

Que voulez-vous qu'il en sorte, sinon la promesse d'une prochaine réunion paritaire... en juillet par exemple !

... Et le patronat, tranquillement, passera l'été à faire suer sang et eau aux travailleurs du bâtiment...

POURQUOI CETTE GREVE, POURQUOI CET ECHEC ?

La mensualisation dans le bâtiment, duperie patronale acceptée avec l'empressement traditionnel et servil des syndicats réformistes, traîtres à la classe ouvrière, n'offre aux travailleurs que la même exploitation capitaliste.

Face à la colère des ouvriers, ces mêmes syndicats manipulés par la bourgeoisie cherchent une fois de plus à orienter le mécontentement de la classe ouvrière contre son intérêt. Ils veulent au moins garder l'initiative des luttes : au besoin, comme c'est le cas pour la grève du 21 avril 1971, ils provoquent les grèves pour mieux les enterrer ensuite dans des palabres d'où les travailleurs sont exclus.

TRAVAILLEURS !

Ne nous laissons pas conduire à l'abattoir fasciste ! Ne suivons plus les dirigeants traîtres syndicaux !

Organisons-nous à la BASE, dans chaque entreprise, sur chaque chantier !

Prenons en main nos intérêts immédiats et futurs, désignons des travailleurs révolutionnaires pour unifier nos revendications, coordonner nos luttes !

Ainsi armé, le mouvement revendicatif imposera sa volonté aux patrons, aux bourgeois !

A bas les patrons, les bourgeois et leurs valets !

A bas le gouvernement Pompidou, ses flics, ses tribunaux !

Vivent les organisations révolutionnaires qui veulent la dictature du prolétariat !

A la violence bourgeoise, opposons la violence révolutionnaire !

« Le pouvoir est au bout du fusil ! » (Mao Tsé-toung.)

LE GROUPE ROUGE de combat des travailleurs révolutionnaires du BATIMENT - NANCY

TRAVAILLEUR
QUI LIS
L'HUMANITÉ ROUGE
SOUTIENS
TON JOURNAL !
ÉCRIS-LUI
POUR DÉNONCER
LE CAPITAL
ET TOUS SES VALETS!
L'HUMANITÉ ROUGE
EST UNE ARME
DE LA
CLASSE OUVRIÈRE

DROLE DE DIRECTEUR DE LA S.N.C.F.

On pourrait croire qu'un directeur de la S.N.C.F. ou ancien directeur comme M. Lemaire, aujourd'hui député U.D.R., ancien ministre, défendrait le « patrimoine national » contre les appétits des monopoles de la route et des travaux publics. Il n'en est rien. Il défend au contraire avec acharnement la transformation du tunnel S.N.C.F. de Sainte-Marie-aux-Mines dans le Bas-Rhin, en tunnel routier. Bien entendu, cela implique la suppression d'une nouvelle ligne de chemins de fer, où il passe au minimum dix autorails par jour, et où il pourrait en passer bien davantage, au profit des usagers.

Le coût du gaspillage s'élèverait à 5 850 000 000 d'anciens francs (sans compter les imprévus). Les six départements lorrains (contribuables) participeront à raison de 1 500 000 000 d'anciens francs chacun. Le reste du financement sera assuré par l'Etat (c'est-à-dire en la circonstance le contribuable) et par des emprunts, dont on oublie de dire qui touchera les intérêts. C'est donc que le passage du tunnel routier sera à péage. Quelles sont les entreprises de travaux publics qui seront chargées des travaux ? Qu'ont-elles à voir avec les banques dont Pompidou, Giscard d'Estaing, Couve de Murville sont ou ont été les administrateurs ?

Correspondant H.R.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

MOULINEX A ALENÇON

Les ouvrières et les ouvriers du groupe Moulinex sont en grève illimitée depuis le jeudi 6 mai pour leurs revendications et notamment pour une augmentation de salaire. Dans cette entreprise, 80 % des exploités sont des femmes. Les grévistes réclament une augmentation horaire uniforme de 0,70 F de l'heure et pas de salaire inférieur à 600 F par mois sur la base de 40 heures par semaine pour les ouvriers spécialisés, ce qui est vraiment un minimum de misère.

Il faut noter que l'ensemble des usines du groupe Moulinex, a plusieurs usines situées à Argentan (Orne), Mamers (Sarthe), Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe), Falaise (Calvados) et Alençon.

Le protocole d'accord apporte une amélioration mais ne correspond nullement à la revendication des travailleurs en lutte. Celui-ci prévoit une augmentation de 0,30 F de l'heure pour les O.S. 1 et les O.S. 2 à dater du 1er octobre. Cela fait loin du compte et les grévistes disent : « Moulinex peut PAYER ». Contrairement aux directions syndicales, jusqu'à ce jour les ouvrières et les ouvriers poursuivent la lutte pour une augmentation des salaires tout de suite.

Ne remettons pas notre destinée aux mains des directions syndicales révisionnistes et formons nos propres Comités de grève où syndiqués et non syndiqués ont le droit à la parole dans le même combat qu'ils mènent contre le capitalisme exploiteur.

Dénonçons les augmentations par palier acceptées par les bonzes qui n'ont pour but que de continuer notre exploitation et enrichir les exploiteurs.

Le juste mot d'ordre c'est pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois pour 40 heures par semaine.

A BAS LE CAPITALISME OPPRESSEUR !

★

SOURIAU A LA FERTE-BERNARD (Sarthe)

300 ouvriers sont en grève avec occupation dans cette usine, spécialisée dans la fabrication d'éléments électroniques, pour l'augmentation des salaires.

Pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois !

★

ETS SANDERS (Champagne)

Les ouvriers des établissements Sanders (aliments pour le bétail) sont en grève et occupent l'usine pour l'augmentation des salaires.

Pas de salaires inférieurs à 1 000 F par mois !

USINE POLYMECANIQUE DE PANTIN

Depuis le lundi 3 mai les ouvriers sont en grève avec occupation. C'est suite à la prétention de réduire une prime que cette action a été engagée. Les ouvriers disent « Motobécane peut PAYER ». Ils ont raison car les profits du groupe Motobécane sont énormes, le chiffre d'affaire en 1970 a augmenté de 2 milliards d'anciens francs.

★

EMINENCE A ALES

La direction voulait licencier une ouvrière vendredi 30 avril pour refus d'effectuer un travail supplémentaire et la direction a trouvé en face d'elle, 150 ouvrières qui se sont mises en grève contre cette répression.

Les ouvrières ont eu gain de cause avec leur camarade que la direction prétendait licencier. Le travail a repris dans la journée du 4 mai dans l'unité.

TOUS UNIS NOUS SOMMES UNE FORCE !

★

ETS SAMBRON A PONCHATEAU (Loire-Atlantique)

La direction lock-out les 510 ouvriers qui étaient en grève depuis le 15 avril.

A la violence patronale du lock-out une seule réponse des travailleurs : « OCCUPATION DES USINES ».

★

ALLINQUANT A LEVALLOIS

En juillet cette entreprise doit se décentraliser à son usine de Mouy (Oise) et ce sont les travailleurs qui vont en faire les frais, être réduits au chômage. La direction prétextant l'arrêt de production chez Renault a décidé le lock-out des usines de Levallois et de Mouy. Les travailleurs ont riposté du tac au tac par la grève avec occupation.

NON AU CHOMAGE conséquence du capitalisme !

OCCUPONS LES USINES !

★

CHEMINOTS DU SUD-EST

Les cheminots de Miramar, Béziers, Marseille, Nîmes, Nice et Avignon sont en grève depuis samedi soir 8 mai pour des meilleures conditions de travail.

LES PATRONS NE PEUVENT RIEN SANS NOUS, NOUS POUVONS TOUT SANS EUX

Voici le sort réservé par le capitalisme à l'un de nos camarades âgé de 28 ans, marié et père de deux enfants. Depuis huit ans, lui et sa femme sont employés dans notre usine.

Suite à un accident du travail, il a dû subir une amputation de l'annulaire et de la dernière phalange de l'auriculaire de la main gauche. Il occupe depuis la place de chauffeur et est logé, depuis un an environ, par la direction, dans l'enceinte de l'usine ! Afin de loger son neveu, le directeur prévient notre camarade, un jeudi à midi, d'avoir à quitter son logement pour... le lendemain. On lui propose hypocritement... de leur payer la journée du vendredi ! Devant la stupeur du camarade la direction offre de les reloger : dans un taudis inhabité depuis des années, humide, insalubre ; les pièces ont des champignons et l'ensemble est un nid à souris !

Comment peut-on admettre qu'un jeune ménage dont les enfants sont en bas âge puisse accepter de vivre dans ces conditions ? Jeté à la rue, notre camarade a recours à un ami qui garde son mobilier en dépôt.

La seule solution — la moins onéreuse — consiste à aller vivre chez leur père, à 10 kilomètres de leur lieu de travail.

Ainsi, encore actuellement, les patrons se permettent de jeter à la rue des ouvriers, sans les reloger, et cela avec une demi-journée de préavis seulement.

A bas la dictature bourgeoise !

Unissons-nous dans la lutte pour l'avènement de la dictature du prolétariat !

Les patrons ne peuvent rien sans nous, nous pouvons tout sans eux.

Deux Militants Vosgiens

RENAULT

AU LOCK-OUT DE L'ÉTAT-PATRON UNE SEULE RÉPONSE : «OCCUPATION»

Les quatre-vingt deux ouvriers spécialisés d'un atelier de montage des transmissions du département F.F. des usines Renault du Mans, qui menaient la lutte pour le relèvement de leur classification depuis quatre semaines, ont reçu le renfort des ouvriers spécialisés des autres ateliers de l'usine du Mans, le jeudi 29 avril. Ainsi c'est la base qui mène l'action !

L'ensemble des O.S. décidaient de débrayer une heure. Puis l'équipe du soir décida l'occupation de leurs ateliers et la constitution d'un piquet de grève. Ceux-ci étaient au nombre d'un millier.

Les directions syndicales, surprises par le développement des luttes venant de la base, sans leur consentement, convoquent une assemblée des travailleurs pour le vendredi matin. Toujours respectueuse des lois bourgeoises, la direction syndicale C.G.T. proposa un vote à bulletin secret. Les ouvriers, eux, en décidaient tout autrement et c'est à main levée qu'ils décidaient LA GREVE ILLIMITEE AVEC OCCUPATION.

Après cette cinglante gifle, la direction syndicale C.G.T. ne s'avouait pas battue et mena tout un tas de tractations dans les ateliers auprès des grévistes. Elle alla aussi rechercher un réconfort auprès de ses maîtres, la direction Renault du Mans.

Regonflés par la direction, ces valets servils du capital réunirent les travailleurs en fin de matinée et remirent en cause la décision prise par les travailleurs au cours du meeting précédent. Une fois de plus, ils préconisent le vote à bulletin secret (ils y tiennent vraiment !). Devant cette attitude de trahison des représentants syndicaux de la C.G.T., c'est plus de 1 500 ouvriers, résolus à l'application de la lutte CLASSE contre CLASSE, qui quittent le meeting. Mais malgré l'absence de ces travailleurs, c'est plus de 1 250 bulletins de travailleurs qui se prononcent pour la grève illimitée avec occupation et 900 pour une action non déterminée. Malgré les pressions, les chantages, les ouvriers des usines Renault au Mans sont pour la lutte classe contre classe.

C'est comme cela que la classe ouvrière donna la deuxième — ô combien cinglante ! — gifle à ces valets du capital infiltrés dans le mouvement ouvrier. C'est vrai qu'ils parlent beaucoup de « démocratie syndicale », mais lorsque la classe ouvrière s'exprime, ils essaient toujours de la baillonner au nom de leur fameuse « démocratie syndicale » qui n'est rien d'autre que la dite « démocratie bourgeoise » que nous connaissons et qui a pour nom la dictature bourgeoise.

La base doit être vigilante et ne pas remettre sa confiance à ces laquais du capital. Dans l'ensemble, aux usines du Mans, ce sont 5 500 ouvriers spécialisés qui sont dans l'action. De plus, les 1 300 professionnels et mensuels soutiennent à ce jour la lutte des O.S.

Les O.S. sont à la chaîne et ont un travail de poste côté entre les classes 5 et 11 ; ils se retrouvent dans la majorité aux classes 5 et 6. Ils sont 70 % dans cette situation et leur salaire est d'environ 1 100 F par mois. A la classe 6 le salaire horaire est de 6,40 F. Mais si le poste est déclassé, c'est une perte de salaire de 30 à 40 centimes de l'heure pour exécuter le même travail, à une cadence plus infernale, soit en raison de nouvelles machines, de nouveaux outillages.

Dans le régime capitaliste, c'est l'homme qui est au service de la machine pour les plus grands profits du capitalisme exploiteur.

Au Mans, l'occupation de l'usine se poursuit aussi solide qu'au premier jour. L'Etat patron décide de passer à la contre-offensive, il prononce le lock-out des usines de Billancourt et de Flins, dès le jeudi 6 mai.

A la violence réactionnaire, les travailleurs ripostent par la violence révolutionnaire. Ils décident la grève avec occupation à Billancourt comme à Flins.

A l'usine de Billancourt, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., un meeting rassemble des milliers de travailleurs sur l'île Seguin, jeudi matin. Le juste mot d'ordre : « OCCUPATION » couvre le slogan « démocratie ». Halbeher, de la fédération des métaux C.G.T., prend la parole et déclare notamment : « Cette opération a été orchestrée délibérément par le gouvernement et notamment par Chaban-Delmas qui a le toupet de dire que le conflit ne le regarde pas ». Niant la lutte des classes, ne connaissant plus l'exploitation, l'oppression capitaliste, ce petit bonze poursuit : « Il faut que certains syndicats évitent de vouloir attirer les travailleurs en se donnant dans l'immédiat un aspect révolutionnaire qui peut aboutir à une catastrophe ». Il est vrai que cet agent de la bourgeoisie infiltré dans le mouvement ouvrier ne veut pas la révolution, mais son désir le plus ardent est de conserver la société capitaliste où leurs maîtres les rétribuent grassement pour leur sale besogne. Et il enchaîne avec le couplet traditionnel que nous avons connu à Batignolles et au Mans : « Nous proposons à l'ensemble du personnel d'organiser dans les vingt-quatre heures une consultation à bulletins secrets où le personnel se prononcera soit pour rester dans l'usine faire la grève sur le tas sans occupation, je le précise, afin de faire pièce à la volonté de lock-out de la direction, soit de se prononcer pour la grève illimitée avec occupation si le gouvernement refuse d'ouvrir, dès aujourd'hui, des discussions avec les travailleurs du Mans ».

La paire de gifles du Mans est un souvenir pas si lointain et Halbeher s'en souvient ; il manœuvre. Quant à la C.F.D.T., à Billancourt comme au Mans, elle est favorable à l'occupation des usines.

Vendredi matin 7 mai, l'occupation de l'usine était à plus de 60 % confirmée dans le vote à bulletin secret et la direction syndicale C.G.T. de Billancourt se ralliait à cette décision des travailleurs. Au cours du meeting sur l'île Seguin qui a rassemblé plus de 10 000 ouvriers, le juste mot d'ordre : « OCCUPATION » a été fortement repris.

Les usines du Mans (10 200 personnes), Billancourt (38 000), Flins (18 800) sont en grève avec occupation sur décision de la base. A Cléon (7 100) les organisations syndicales C.G.T. - C.F.D.T. appellent à la grève avec occupation pour lundi 10 mai. Aux usines Renault, ils sont 51 000 O.S.

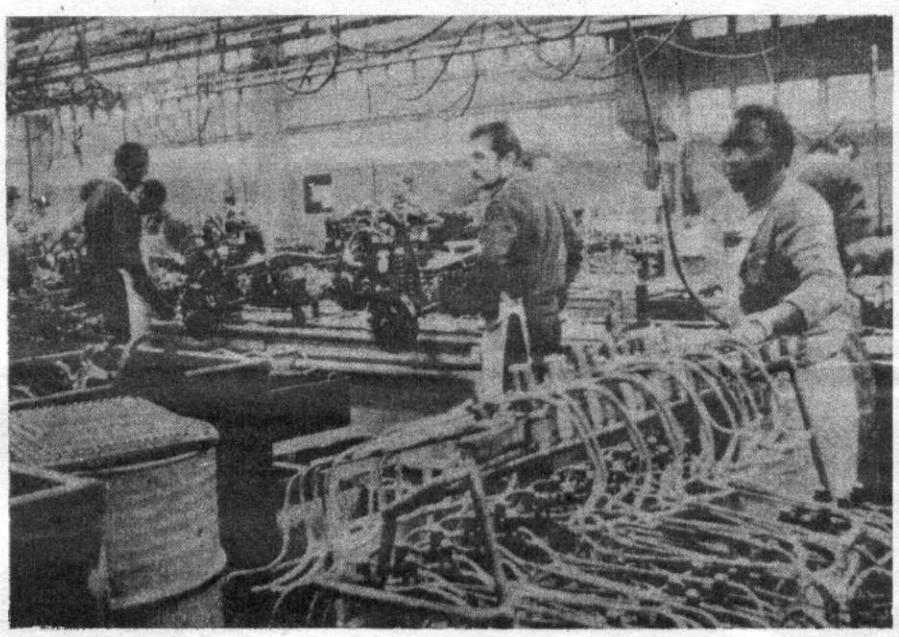
En ce centenaire de la Commune de Paris, nous ne nous laisserons pas duper par les agents de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier. Ce sont les comités de grève qui doivent décider.

Appliquons les principes immortels de la Commune de Paris !

Révoquons ceux qui ne défendent pas nos intérêts de classe, capitulent devant l'ennemi de classe et pratiquent la collaboration de classe !

Elisons les meilleurs de nos camarades qui s'affirment dans la lutte pour défendre nos intérêts de classe. Qu'ils soient responsables et à tout instant révocables !

QUI SONT LES OUVRIERS SPÉCIALISÉS (O.S.) ?



O.S. chez Renault à Flins.

Dans la hiérarchie des fonctions imposée à la classe ouvrière par le système capitaliste, l'ouvrier spécialisé se situe entre le manœuvre *et l'*ouvrier qualifié.

*D'une manière générale, il est affecté à un travail n'exigeant pas une longue formation professionnelle. Ce qui le différencie du simple manœuvre dont la fonction est surtout fréquente dans les diverses entreprises du bâtiment, c'est qu'il est souvent affecté à des tâches sur machines automatiques ou semi-automatiques. Il est un peu le manœuvre moderne des grandes entreprises mécanisées, il travaille sur les chaînes de montage, dans la construction automobile, dans la métallurgie, etc. C'est principalement de lui qu'il s'agit lorsqu'on parle des 3×8 (trois-huit). Le patronat réalise un profit maximum en organisant un système de rotation du travail par équipes qui se relaient toutes les huit heures. Ces équipes sont essentiellement composées d'*ouvriers spécialisés.

D'après les statistiques officielles, il y avait 2 705 760 O.S. en 1968 (dont 626 940 femmes). La direction de la Régie Renault a publié hypocritement des informations sur les salaires des O.S. de son usine de Boulogne-Billancourt, en ne retenant que quelques cas rarissimes comportant une ancienneté importante. La réalité est fort différente : l'immense majorité des O.S. (et pas seulement chez Renault) perçoit des salaires allant de 800 à 1 200 francs bruts *par mois pour des durées hebdomadaires de travail largement supérieures à 40 heures par semaine.*

Au surplus ce sont les O.S. à qui sont imposées les conditions de travail les plus pénibles (certaines tâches des manœuvres exceptées). Le travail « à la chaîne » sous le contrôle des « chronos » comporte en particulier des cadences absolument insupportables qui détériorent rapidement la santé des O.S. Il en est de même dans le travail d'études de poste.

Précisons encore que les O.S. sont les victimes les plus immédiates de l'encadrement répressif constitué par « l'aristocratie ouvrière », notamment dans les grandes boîtes.

Les O.S. constituent environ 35 % de la classe ouvrière proprement dite. Un grand nombre de travailleurs immigrés sont O.S. La photographie ci-dessus montre des O.S. sur une chaîne de montage de la Régie Renault à l'usine de Flins.

VIVE L'IMMORTELLE COMMUNE DE PARIS !

Discours prononcé par **Jacques Jurquet** au Meeting de Célébration internationale du Centenaire de la Commune de Paris organisé le 30 avril 1971 à Paris par l'hebdomadaire « L'Humanité Rouge ».

L'exemplaire : 1 F

+ 0,65 F de frais de port, en règlement à notre C.C.P. n° 3022672 - La Source, ou en timbres-poste.

AFFICHEZ H. R.

A QUI PROFITENT LES PROFANATIONS ?

Les sépultures d'anciens dirigeants du Parti communiste français et de la C.G.T. ont été l'objet de profanations ainsi que le Mur des Fédérés de l'héroïque Commune de Paris, première dictature du prolétariat de l'Histoire.

De tout temps, de tels actes ont été pratiqués par des fascistes ou des agents provocateurs à la solde de la bourgeoisie au pouvoir, notamment à l'époque de la montée du nazisme en Allemagne.

L' « Humanité-Rouge » combat sans équivoque l'idéologie et la politique actuelles du Parti communiste français, qui relèvent exclusivement de la révision ou de l'abandon des principes révolutionnaires de Marx, Engels, Lénine et Staline. Aussi est-elle tout à fait à l'aise pour condamner sans réserve ces profanations qui traduisent une haine anti-communiste assez aveugle et déchaînée pour se manifester jusque dans un cimetière. Parmi les militants visés figurent des hommes dont les activités politiques globales présentent devant l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire des bilans différents, nettement négatifs pour les uns, nettement positifs pour les autres. Mais en tout état de cause le prolétariat n'a jamais eu recours à de tels actes pour flétrir ceux qui l'ont trompé et abusé.

L' « Humanité-Rouge » exprime donc son indignation devant ces profanations typiques de l'idéologie fasciste au service de la bourgeoisie et qui n'ont d'égale dans la récente histoire du monde que l'acte identique et ignoble du traître Khrouchtchev lorsqu'il fit enlever le corps de Staline du mausolée où il reposait aux côtés de Lénine.

L' « Humanité-Rouge » souligne également que les profanations fascistes perpétrées au cimetière du Père-Lachaise sont utilisées de curieuse et malhonnête façon par les dirigeants révisionnistes du Parti communiste français qui dénoncent dans leurs auteurs les « gauchistes » alors qu'ils savent parfaitement qu'il ne peut s'agir que de fascistes notoires ou de provocateurs. Il est d'ailleurs et pour le moins surprenant que ce crime qui soulève une réprobation légitime profite aux dirigeants en question au moment où se lèvent, indépendamment de leur volonté, de vastes et nouveaux mouvements revendicatifs dans lesquels les ouvriers baptisés « gauchistes » jouent un rôle positif nullement négligeable.

L' « Humanité-Rouge » condamne l'orientation et l'action de certains militants, sans doute sincères dans leur volonté révolutionnaire, mais qui confondent anti-révisionnisme et anti-communisme, condamnent l'ensemble de l'Histoire du Parti communiste français de sa fondation à nos jours, ont tendance à englober dans une même hostilité les dirigeants du Parti communiste français qui ont dégénéré dans le révisionnisme moderne et les militants, adhérents de base et sympathisants de ce Parti encore abusés et dans l'erreur, mais nullement hostiles quant au fond d'eux-mêmes à la révolution prolétarienne.

L' « Humanité-Rouge » n'en est aussi que plus à l'aise pour affirmer qu'en désignant les « gauchistes » comme responsables de tels faits, les dirigeants révisionnistes dédouanent à bon compte les fascistes, auteurs véritables des profanations.

Aussi l' «Humanité-Rouge» appelle-t-elle les militants, adhérents de base et sympathisants du Parti communiste français à discerner la réalité politique actuelle. Ce ne sont pas les « gauchistes », mais bel et bien les fascistes et le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste qui sont les ennemis principaux de la classe ouvrière et du peuple de France.

Les dirigeants du Parti communiste français portent une très lourde responsabilité de division de la classe ouvrière lorsqu'ils falsifient de telle sorte la vérité. Ils favorisent objectivement les menées réactionnaires du gouvernement capitaliste aux abois face à la montée constante du mouvement révolutionnaire des masses, classe ouvrière en tête.

Au surplus, le secrétaire général adjoint du Parti révisionniste doit être désigné comme ayant une attitude particulièrement méprisable lorsqu'il feint d'ignorer pour les besoins de sa mauvaise démonstration anti-gauchiste que le salut prolétarien du poing en l'air, inauguré jadis par l'héroïque dirigeant du Parti communiste d'Allemagne Ernst Thaelmann a pour signification « Tous unis comme les cinq doigts de la main ! » Il est vrai que ce Georges Marchais s'est déjà fait remarquer par son fameux article du 3 mai 1968 « De faux révolutionnaires à démasquer » qui prétendait mobiliser tous les militants du Parti communiste français contre les « gauchistes », ce qui n'empêcha pas le déferlement de l'immense vague de luttes revendicatives et révolutionnaires du printemps 1968.

Entre le révisionnisme, opportunisme de droite et l'ultra-gauchisme, opportunisme de gauche, il n'y a qu'une seule voie révolutionnaire juste, celle du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Le révisionnisme entrave, dévie ou détruit le mouvement révolutionnaire des masses, le gauchisme (au sens de Lénine) cultive le spontanéisme et l'aventurisme toujours préjudiciable au mouvement révolutionnaire des masses.

SEUL LE MARXISME-LENINISME ET LA PENSEE-MAOTSETOUNG CONDUIRONT LES MASSES LABORIEUSES, SOUS LA DIRECTION D'UN AUTHENTIQUE PARTI D'AVANT-GARDE DIRIGE PAR LA CLASSE OUVRIERE, JUSQU'A LA REVOLUTION PROLETARIENNE INSTITUANT LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET LE SOCIALISME.

AGGRAVATION DE LA CRISE MONETAIRE DU MONDE CAPITALISTE

La crise du système monétaire capitaliste s'accentue irrésistiblement et provoque un nouvel aiguisement des contradictions inter-impérialistes, notamment entre la France d'une part, les U.S.A., la République Fédérale d'Allemagne et la Grande-Bretagne d'autre part.

Cette crise a déjà été marquée :

— En 1967 par la dévaluation de la livre sterling, monnaie britannique ;

— En 1968 par la défiance à l'égard du franc français : 12 milliards et demi de francs lourds furent alors convertis en deutchmarks ou en or ;

— En 1969 par la dévaluation du franc français et par la réévaluation du deutchmark ;

C'est aujourd'hui la défiance vis-à-vis du dollar américain qui bouleverse le système monétaire capitaliste mondial. En quelques jours, près de 2 milliards de dollars, soit une valeur supérieure à 11 milliards de francs lourds (1 100 milliards d'anciens francs) ont été convertis par des capitalistes et autres spéculateurs, en deutchmarks, dans l'espoir d'une nouvelle réévaluation de la monnaie allemande et pour échapper à la dévaluation inéluctable, déjà effective dans les faits, du dollar.

Expliquons le principe de la spéculation. Elle consiste à acheter une monnaie à un prix donné. La réévaluation ultérieure de cette monnaie lui donne une valeur supérieure à ce prix d'achat. Lorsqu'elle est intervenue, celui qui a acheté cette monnaie peut la reconvertir dans la monnaie qu'il possédait auparavant en réalisant un substantiel profit.

Bien entendu, un tel phénomène, caractéristique de l'économie et de l'idéologie du système capitaliste, n'intervient qu'en raison de l'accentuation de la crise dans un pays donné et de la défiance qu'elle entraîne à l'égard de la solidité de sa monnaie. Cette « solidité », au sens capitaliste, n'est pas fondée sur le travail, mais sur la relation existant entre la monnaie et l'or, métal précieux de référence sur le plan international dans l'économie capitaliste.

La crise de l'impérialisme américain, due aux multiples raisons qui pourraient faire l'objet d'un autre article (diminution des possibilités d'exploitation et de débouchés des nations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, concurrence mondiale, guerres impérialistes en échec, etc.) ne cesse de s'accentuer depuis des années ; elle vient d'atteindre une telle situation que la monnaie des U.S.A., le dollar, a perdu la confiance des capitalistes qui en détiennent de fortes quantités.

Voici quelques éléments statistiques démontrant le processus de la détérioration de l'économie yankee et de sa crise :

IMPORTANCE
DE L'ECONOMIE AMERICAINE
DANS LE MONDE CAPITALISTE

(*en %*)

Secteurs	*1948*	*1958*	*1968*
Product. industr.	53,4	44,9	43,1
Acier	61,4	40,1	32,3
Automobile	81,6	46,6	40
Exportations ..	32,4	18,5	16,2

Les réserves d'or des U.S.A. représentaient en 1947 les 3/4 des réserves du monde capitaliste (soit 73,4 % environ). Elles étaient tombées en 1958 à 54,1 % et en 1968 à 28 %.

En 1947, les capitalistes identifiaient le dollar à l'or et la bourgeoisie monopoliste américaine croyait dominer le monde pour toujours. Mais aujourd'hui les dettes des U.S.A. (valeur en dollars et correspondance en or, c'est-à-dire valeur fixée sur la base de la conversion officielle du dollar en or) sont de l'ordre de 40 milliards de dollars-or alors que leurs réserves en or ne correspondent plus qu'à 10,892 milliards de dollars-or.

Supposez que vous deviez régler 40 F et ne possédiez que 10 F en poche. Comment feriez-vous ? C'est pourtant là, toutes proportions gardées, la situation du trésor américain.

Si tous les créanciers des U.S.A. exigeaient de l'or à la place des dollars qu'ils possèdent, les U.S.A. ne pourraient satisfaire leurs demandes et se trouveraient en position de banqueroute internationale.

C'est dire que les U.S.A. sont d'ores et déjà en faillite virtuelle. Mais les pays capitalistes (sauf la France qui a instauré le contrôle des changes) ont accepté de ne pas recourir à une politique provoquant la catastrophe immédiate du dollar et de l'économie américaine.

Aussi ce sont certains capitalistes qui, perdant toute confiance dans la remontée du dollar, viennent de se débarrasser de sommes considérables en plaçant leur confiance dans la monnaie allemande.

Le capitalisme mondial est comme une vieille cathédrale construite sur la misère, la sueur et le sang des peuples. Son pilier central, le dollar, est prêt à craquer. Il n'est pas douteux que son effondrement entraînera des bouleversements d'une ampleur décisive dans tout le système monétaire et dans toute l'économie capitaliste sur le plan mondial.

Le président Mao Tsé-toung nous enseigne à juste titre :

« Cet ennemi a des bases fragiles, il se désagrège intérieurement, il est détaché du peuple et plonge dans d'inextricables crises économiques ; il peut donc être vaincu. »

L'agonie du système capitaliste amènera certes encore de grandes souffrances aux travailleurs, mais c'est de ces difficultés et sans avoir peur des sacrifices nécessaires, que les peuples puiseront davantage de force pour balayer le système haï de l'exploitation de l'homme par l'homme et construire un monde nouveau et libérateur, celui du socialisme.

GUADELOUPE :

LES VERITABLES SOCIAUX-FASCISTES

L'Association Générale des Etudiants de la Martinique (A.G.E.M.), section de Paris, réunie le samedi 24 avril 1971 en Assemblée générale, prenant connaissance des récents événements du mercredi 21, où à Pointe-à-Pitre, des lycéens et étudiants en grève depuis un mois afin de porter un soutien politique effectif à la lutte de leur peuple, en particulier à celle exemplaire des travailleurs agricoles et du bâtiment, ont été agressés par les nervis de la municipalité dite communiste à coups de bâtons garnis de clous, de rasoirs et pierres, aidés dans leur sale besogne démobilisatrice et répressive par les képis rouges et légionnaires déployant une violence sans précédent.

Devant le soutien concret que les étudiants et lycéens de Pointe-à-Pitre apportent aux travailleurs en grève depuis plusieurs mois, et malgré la trahison de la direction des centrales C.G.T.G. et C.F.D.T., la répression policière et armée, la campagne de silence et le boycott orchestrés par l'impérialisme français et ses valets locaux, les révisionnistes, dans la logique criminelle de leur attitude de mai 1967 ont déclenché une attaque militaire éhontée contre la jeunesse anti-impérialiste.

L'A.G.E.M. (section de Paris) dénonce la collusion manifeste du Parti dit communiste guadeloupéen avec l'impérialisme français.

L'A.G.E.M. dénonce l'attitude injurieuse et démobilisatrice de ce Parti vis-à-vis des étudiants en lettres martiniquais de Guadeloupe qui au sein de l'A.G.E.L.A., portent un ferme soutien à la lutte du peuple guadeloupéen.

Tous les étudiants présents s'engagent à développer leur soutien concret, matériel et politique à la lutte du peuple guadeloupéen, des travailleurs agricoles et de leurs organisations authentiques (l'U.T.A. notamment),

Soutiennent sans réserve au sein de la métropole impérialiste l'action des étudiants de Guadeloupe (martiniquais et guadeloupéens) organisés au sein de l'A.G.E.L.A.

PARIS - C.I.T. (Compagnie Industrielle de Télécommunications)

Non à la division, unité à la base et dans l'action

L'article ci-dessus présente un double intérêt : Il montre les méthodes de plus en plus fréquentes qu'emploient les patrons pour briser les luttes (licenciements collectifs d'ouvriers). D'autre part il montre comment des ouvriers sous l'emprise de l'idéologie révisionniste. peuvent briser des luttes. Nous rappellons qu'en aucun cas de tels ouvriers ne sauraient être considérés comme des ennemis. Dans : « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », le président Mao nous enseigne qu'il existe deux types de contradictions : celles entre l'ennemi et nous et celles au sein du peuple. Les contradictions entre outilleurs et monteurs sont au sein du peuple et doivent être résolues par la persuasion patiente et fraternelle.

Le mercredi 28 avril, *les monteurs* (14 sur 20) décident de se mettre en grève illimitée, la direction n'ayant rien voulu entendre à leurs revendications :

— 150 F pour tous (ils touchent de 800 à 1 000 francs, de l'O.S. au P1) ;

— Déblocage des qualifications (il faut de un an à six ans parfois pour accéder au stade de P1) ;

— Faire un vrai travail de monteur (ils passent la moitié de leur journée en manutention).

Le soir même, à la sortie, une lettre de LICENCIEMENT était remise aux 14 monteurs !

La riposte ne se fit pas attendre. Dès le lendemain matin, le syndicat appellait à *la grève générale, pour la réintégration immédiate des 14 monteurs.*

La nouvelle du licenciement s'est répandue dans l'usine.

A 9 heures, il y avait 700 travailleurs dans la cour. Il fallait à tout prix que les 14 monteurs soient réintégrés immédiatement. Le mouvement s'annonçait « dur ».

Le déroulement de la journée fut pratiquement le même que pour le 8 avril (voir H.R. nº 101) :

— Une première délégation est reçue le matin à 10 heures, essuie un refus de la direction ;

— Après avoir manifesté en blouse de travail dans le 15e arrondissement, nous envahissons les bureaux de la direction à 13 h 30. Les autres restent dans la cour. Nous sommes une soixantaine, tous des jeunes (200 la dernière fois).

Comment expliquer cela ?

LES OUTILLEURS

— Une quinzaine d'ouvriers P1, P2, P3, touchant de 1 250 à 1 650 F par mois (les meilleurs salaires de l'usine). Deux ou trois d'entre eux (moyenne d'âge : 35 ans), membres du P.« C. »F., mènent les autres qui sont tous sympathisants.

— Déjà à l'entrée des locaux de la direction, quelques-uns essayèrent de nous dissuader de monter :

« Ne faites pas cela, ce n'est pas légal, vous vous mettez dans votre tort... »

Les réponses à ce genre d'arguments étaient vives : *« Est-ce que c'est « légal » de licencier 14 ouvriers pour avoir fait la grève ? »*

— Au bout d'une heure que nous étions dans le bureau du directeur, quatre ou cinq outilleurs sont montés, l'un d'eux a pris la parole. L'essentiel de ce qu'il a dit peut se résumer ainsi : ce n'est pas de cette façon que vous obtiendrez quoi que ce soit ; soyez « humains », laissez le directeur « respirer » (il faisait très chaud et il suait à grosses gouttes), sortez d'ici et laissez-le recevoir une delegation.

Cet ouvrier s'est fait littéralement « vidé » du bureau par les 60 occupants, tous déterminés à rester là, aussi longtemps que le directeur n'aurait pas signé la réintégration des 14 monteurs.

— A partir de ce moment, les outilleurs, redescendus dans la cour, ont mené un travail de *sape, de dénigrement des jeunes* auprès de la masse (moins jeune : 35 à 50 ans) relativement passive, qui attendait dans la cour. Ils visaient principalement les *formes radicales de lutte : « On n'envahit pas comme ça le bureau d'un directeur..., ça ne se fait pas, il faut discuter calmement, les petits jeunes qui sont là-haut ne savent pas s'exprimer, ils n'y connaissent rien, ils n'ont pas d'expérience... On a bien essayé de nous faire entendre, mais on s'est fait sortir !.., Si vous n'obtenez rien, ce sera de leur faute... »*, etc. Le travail de sape aura réussi en partie, car dès ce moment, les occupants seront désapprouvés par une bonne moitié des grévistes (nous étions encore 350 environ).

— On décide de former une délégation de 10 travailleurs (s'il y en avait un de plus, le directeur ne la recevait pas). Les outilleurs arrivent à 10 et s'installent ! Violentes réactions : un outilleur est menacé par un travailleur. Ils s'en vont tous les 10 et continuent leur travail de sabotage dans la cour : *« On n'a pas voulu de nous, on nous a foutu dehors... »*, etc. Personne n'étant réellement au courant à ce moment-là de ce qui s'était passé, les travailleurs les croient.

— Une demi-heure plus tard, la délégation sort du bureau : *« Nous n'avons rien obtenu. »* Alors une bonne partie des grévistes réclame à cor et à cri les outilleurs !

Il y aura donc une deuxième délégation, composée exclusivement d'outilleurs, qui, après quarante minutes de discussions avec la direction, n'aura rien obtenu de plus que la première délégation.

Cependant un outilleur prendra la peine de donner au micro les explications de la direction et de les présenter comme quelque chose de positif.

— La lettre de licenciement qu'ont eue les monteurs n'est pas valable. Ils n'ont en fait qu'une mise à pied. Cependant une lettre de licenciement ayant été envoyée à l'inspection du travail, le directeur ne peut plus aujourd'hui signer leur réintégration ; il lui faut l'avis de l'inspecteur du travail. Le directeur a « promis sur l'honneur » de faire tout son possible pour que, après la réponse de l'inspection du travail, tous les monteurs soient réintégrés.

La première délégation, ayant considéré les explications patronales dérisoires, ne les avait même pas rapportées au micro. Mais encore une fois nous n'avons su cela qu'après et tout à fait individuellement.

Sur le moment une bonne partie des grévistes a cru que seuls les outilleurs avaient été capables de discuter avec le patron.

Résultat de la journée : nous avons « la parole du patron » !

Des Travailleurs de la C.I.T.

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)
En vente à la librairie « Le Phénix »
72, bd de Sébastopol - Paris (3e)
(ou par notre intermédiaire)
(ajouter 15 % de port à toute commande)

CETTE SEMAINE ENCORE DES OUVRIERS TUES AU TRAVAIL!

Une fois de plus la liste est longue des ouvriers assassinés par le capital durant cette semaine.

A la Courneuve, chez Babcock-Atlantique, un travailleur est tué.

A Compiègne, chez Colgate-Palmolive, deux ouvriers sont tués, trois autres blessés grièvement.

A Marseille, deux ouvriers sont brûlés grièvement dans l'incendie d'une fabrique de bouchons.

A Roche-la-Molière, un mineur est tué, deux autres blessés.

A La Mure, ce sont huit mineurs que le capital a assassinés.

Car qui osera parler de fatalité ? Déjà en 1946, au même endroit, huit mineurs avaient été tués. La bourgeoisie cherche à faire le maximum de profits avant de liquider totalement les bassins houillers. Alors le rendement doit augmenter, les conditions de sécurité ne sont pas respectées pour les charbonnages car cela réduirait les bénéfices qu'ils font sur le dos des mineurs. Ainsi, à La Mure, la direction faisait pratiquer le « tir libre » pour accroître le rendement, alors qu'il fallait pratiquer le « tir de détente » pour libérer le gaz contenu dans les couches de charbon.

Mais le capital partout et toujours ne fait aucun cas de la vie des ouvriers. Les patrons préfèrent toujours la mort d'un ouvrier à la réduction de leurs profits. Le capitalisme, c'est la recherche du profit aux dépens de la sécurité des travailleurs.

D'ores et déjà, soutenons et impulsons les luttes des travailleurs pour de meilleures conditions de sécurité, en sachant que demain ils devront répondre à la violence quotidienne de la bourgeoisie par leur violence révolutionnaire, pour instaurer le socialisme. Alors le travail se fera au profit du peuple et dans les plus grandes conditions de sécurité.

ASSEZ DE CRIMES DU CAPITAL !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

8 mineurs assassinés par le Capital à La Mure.

LES " CADRES " SONT-ILS DES ALLIES DE LA CLASSE OUVRIERE ?

(Extrait de « Hebdo-34 », bulletin d'information des camarades de Montpellier).

La « Vie Ouvrière », organe hebdomadaire de la C.G.T., vient de consacrer tout un numéro au problème des « cadres ».

Ce numéro est « défensif » en ce sens que les arguments présentés visent surtout à contrer ce que nombre de travailleurs expriment entre eux ; à savoir que les « cadres » à la production sont en général des gardes-chiourmes au service des patrons *et que, par conséquent, l'UNITE avec eux est surtout une duperie.*

Dans les rangs de la C.G.T., neuf syndiqués sur dix ne veulent pas entendre parler de l'alliance avec les cadres répressifs. Ils ont parfaitement raison. A quelques exceptions près, *très rares, les contremaîtres, agents de maîtrise, chefs de ceci ou de cela,* sont toujours du côté du patron.

Qu'une grève éclate, voyez qui est dans la lutte !

Dans le meilleur des cas, le cadre est neutre et même « d'accord », mais il ne bouge pas le petit doigt pour agir dans le sens des travailleurs. Par contre, ces mêmes cadres savent bien empocher les augmentations... en pourcentage. Car lorsque 2 % sont gagnés, le prolo empoche en fin de mois 20 F de plus et le « cadre » 60 F de plus. C'est là qu'on voit la différence !*

Mais les dirigeants de la C.G.T. — qui, eux, se considèrent comme des sortes de « cadres » du mouvement ouvrier — ne sont pas mécontents de voir la maîtrise et même la haute maîtrise « cracher au bassinet » : cela fait de bonnes cotisations. De plus, la direction cégétiste compte réellement *de très nombreux « cadres », qui sont tout à fait d'accord avec le système des augmentations en pourcentage.* Ces « cadres » apportent avec eux les idées de la bourgeoisie, *sur toute la ligne. Ils luttent à bloc contre les orientations « dures », c'est-à-dire de luttes de classe, qu'ils qualifient de « gauchistes ». Bref, les cadres dans la C.G.T. ne font qu'embourgeoiser un peu plus l'appareil.*

S'il y a quelques « bons » cadres, alors qu'ils viennent vers les ouvriers ! Mais jamais les ouvriers ne défendront les revendications des « cadres » répressifs.

Un militant C.G.T.

** Pour un ouvrier gagnant 1 000 F par mois et un cadre qui en gagne 3 000. On voit bien que les augmentations en pourcentage élargissent l'éventail des salaires, que les cadres deviennent plus « riches » et que l'écart entre les ouvriers et les cadres s'accroît. C'est pourquoi la revendication d'augmentations égales pour tous est plus juste ; elle permet de combler — ou plutôt — tend à combler l'écart entre les hauts et les bas salaires.*

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !

FAISONS FRONT A LA RACAILLE FASCISTE ET RACISTE !

Ainsi donc, le 13 mai, les nostalgiques de « l'Algérie française », les assassins O.A.S., les Bidault, Salan, Soustelle, les nazis d' « Ordre Nouveau » prétendent parader sur les Champs-Elysées pour vomir leur haine contre le peuple algérien.

Ils prétendent protester contre les justes mesures de nationalisation du pétrole par le gouvernement algérien.

Ces gens-là n'ont jamais pu admettre que le peuple algérien ait conquis son indépendance et qu'il agisse en peuple indépendant.

Mais surtout, ils cherchent à développer une campagne raciste contre les travailleurs arabes en France.

Ne nous y trompons pas ; ils ne font qu'accomplir ce que la bourgeoisie ne peut faire ouvertement à l'heure actuelle. Diviser pour régner telle a toujours été la devise des exploiteurs.

En cette période de montée des luttes, la bourgeoisie cherche à dresser les travailleurs français contre les travailleurs algériens. Elle sait que l'unité de lutte des travailleurs français et immigrés est une force irrésistible et elle la craint par dessus tout. Les exploiteurs ont de tous temps essayé de détourner la colère des travailleurs contre d'autres travailleurs.

Ne doutons pas non plus que la bourgeoisie tente de faire ainsi pression contre le gouvernement algérien pour qu'il revienne sur ses décisions.

Tels sont les buts de la bourgeoisie.

Quant à la manifestation sur les Champs-Elysées, son caractère provocateur est clair. Les marxistes-léninistes n'iront pas sur le terrain choisi par la bourgeoisie, loin de la classe ouvrière : ils ne contre-manifesteront pas sur les Champs-Elysées.

Partout auprès des travailleurs ils dénonceront le racisme abject, la fascisation de l'Etat ! Partout, ils se feront les ardents défenseurs et réalisateurs de l'unité de lutte des travailleurs français et algériens ! Ils iront dans les quartiers habités par leurs frères algériens pour leur apporter aide et appui !

Travailleurs français et algériens, nous avons les mêmes peines, nous sommes exploités par les mêmes et notre avenir sera le même. C'est ensemble que nous irons vers la révolution prolétarienne ! C'est ensemble que nous bâtirons le socialisme !

C'est pourquoi lorsque la bourgeoisie frappe un travailleur algérien, c'est toute la classe ouvrière qu'elle vise en lui.

Que le 13 mai retentisse bien haut ce mot d'ordre :

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES : UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

André COLERE.

IVRY :

NOUS VENGERONS NOTRE FRÈRE ALGÉRIEN

Le 22 avril dernier un travailleur algérien, Hadj Behar Rehala, employé à la société des Repas Parisiens, est surpris alors qu'il prenait un produit alimentaire. La direction de l'usine Coplait prévient la police qui le pourchasse à l'intérieur de la cour où il s'est réfugié et le blesse grièvement de trois balles. Alors qu'il est déjà à terre, ses bourreaux s'acharnent haineusement sur lui et l'assomment à coups de pelles. Deux cars de policiers, hérissés de mitraillettes, emmènent ce camarade dont on est sans nouvelles depuis, personne ne pouvant savoir s'il est mort ou vivant.

Les travailleurs immigrés de Coplait, les poings serrés de rage, insultant les policiers, ont assisté, impuissants, à cette nouvelle tentative d'assassinat sur l'un des leurs. La nouvelle s'est rapidement propagée chez les travailleurs immigrés dont la colère gronde et qui ont immédiatement entrepris des démarches auprès de l'ambassade d'Algérie pour obtenir des nouvelles de leur camarade et exiger qu'il soit vengé. Mais le silence demeure épais sur tout cela : la presse bourgeoise n'en a pas soufflé mot et que dire de l'Humanité *révisionniste du 23 avril qui relate, en une phrase, « qu'un voleur a été blessé par la police alors qu'il se cachait dans la cour de l'usine Coplait ». Qu'un travailleur immigré, férocement exploité par le capitalisme français, vole un produit alimentaire pour survivre n'intéresse pas la raciste* Humanité. *Pour elle c'est un voleur un point c'est tout et bravo à notre police « nationale et démocratique » qui a bien fait son travail !*

La municipalité révisionniste d'Ivry, qui s'était déjà distinguée par son racisme en s'opposant à la lutte des travailleurs du foyer malien, se contente, quant à elle, de démentir périodiquement la mort du camarade Rehala.

Mais les travailleurs français et immigrés, étroitement unis contre leur exploiteur commun, ne laisseront pas impuni le martyre de leur frère, ils écraseront la haine raciste qui déferle actuellement dans la presse bourgeoise et couvre les murs de Paris. Leur solidarité invincible brisera le pouvoir capitaliste qui répand le poison du racisme pour tenter de maintenir son exploitation en divisant les travailleurs.

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière !

Notre frère algérien sera vengé!

Correspondant H.R. Ivry

MARSEILLE :

CONTROLE DE CARACTÈRE POLICIER DANS LES HOPITAUX !

Depuis quelques temps la direction de l'Assistance publique de Marseille ainsi que les services techniques essaient d'obliger les ouvriers des hôpitaux (personnel d'entretien) à noter sur un carnet, minute par minute, tous les travaux effectués dans les établissements hospitaliers. Il s'agit incontestablement d'une brimade contre les ouvriers.

D'autant plus qu'il n'est pas possible d'invoquer une quelconque efficacité. Tout au contraire, car une fois les travaux terminés dans un service les ouvriers doivent faire signer leur carnet par la surveillante ou la major du service qui ne sont pas toujours à la disposition des ouvriers, donc outre une brimade supplémentaire il y a une perte de temps évidente.

Mais de nombreux ouvriers ont refusé de prendre le carnet et d'accepter ce renforcement du contrôle policier dans les entreprises.

Un ouvrier.

P. T. T. :

LES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES SE SATISFONT DE MIETTES... PAS LES OUVRIERS !

Etant un lecteur assidu de votre journal, je me permets de vous envoyer ces quelques mots pour vous dénoncer un fait scandaleux. Je travaille aux P.T.T. comme chauffeur de camions 1re catégorie. Depuis mars 1970 nous avons fait 10 jours de grève pour obtenir notre changement d'échelles et d'échelon, notre reclassement en agent d'exploitation de la fameuse loi « Le Carpentier ».

Ces grèves ont été arrêtées fin décembre car, selon les centrales syndicales, il ne faut pas gêner le public en fin d'année !... Après, cela a été à cause de leurs élections municipales... Si bien que depuis début décembre il n'y a plus eu aucune action ; ce qui a permis à notre direction d'en profiter.

Elle nous a annoncé qu'elle nous nommait préposé chef au budget 1972... sans augmentation d'indice. De plus, ce qu'elle a oublié de nous signaler, c'est qu'au lieu de faire notre carrière comme avant en quinze ans, nous la ferons en dix-huit ans, tout cela contre une prime de 400 francs en fin d'année ! Et messieurs les responsables des centrales syndicales C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. sont d'accord ! Voilà où en sont ceux qui prétendent défendre les travailleurs ! Mais ces derniers leur réserveront le sort qu'ils méritent.

Un Camarade P.T.T.,
Chauffeur
de la Région Parisienne

DANS LE CHER :

A BAS L'EXTENSION DU CHOMAGE !

5 mai 1970

La région de Saint-Amand-Montrond, dans le Cher, bénéficie du double privilège d'avoir comme député le siniste Papon (massacreur de Charonne) et d'être en proie à un chômage croissant.

Il y a quelques mois, 70 ouvriers d'une des principales entreprises de la ville avaient dû être licenciés.

Fin mars, la bijouterie E.T.A.C.A. réduisait de moitié son personnel. Le 26 avril, c'était au tour d'une nouvelle entreprise, le service « offset » de la cartonnerie « Thiolat », de cesser toute activité pour une durée illimitée. C'est donc le chômage total pour 19 ouvriers. Pendant les mois d'octobre et novembre 1969, ces travailleurs avaient déjà chômé plus d'un mois. Quelles sont les causes de cet état de fait ?

De gros clients de la cartonnerie sont partis, passant leurs commandes où les prix sont les moins élevés, en particulier en Italie. C'est le Marché Commun obéissant aux lois du système capitaliste. Les grandes sociétés industrielles font des bénéfices substentiels, en absorbant des petites et moyennes entreprises. De toutes façons ce sont les travailleurs qui paient.

La cause principale est celle-ci. On peut également ajouter un changement dans les matériaux servant à l'emballage et une mauvaise adaptation de la direction de l'entreprise face à ces difficultés et à ces changements.

Un mois sans travailler, c'est un mois de salaire que l'allocation chômage ne compense pas. Voilà qui impose à de nombreuses familles ouvrières un resserrement du budget familial.

Un hebdomadaire économique spécialisé, *les Informations*, révélait récemment que 74 % des Français avaient, au mois de mars, éprouvé des difficultés à boucler leur budget. Pompidou peut bien après cela nous parler de la « prospérité » de la France.

« Prospérité »... Certes, mais pour une poignée d'exploiteurs qui ne sont qu'une infime minorité.

La classe ouvrière, et avec elle la majorité de la population, n'y a pas droit à cette prospérité là. Et ce n'est pas les beaux discours sur la participation qui changeront quoi que ce soit.

Seule, la révolution socialiste, en anéantissant le système capitaliste, permettra à la classe ouvrière et à toutes les catégories sociales exploitées, de bénéficier de la prospérité qu'usurpe actuellement une minorité de parasites et d'exploiteurs. Une condition à cela : un parti révolutionnaire solidement implanté et bénéficiant de la confiance des masses laborieuses.

IMPLANTONS LES IDEES MARXISTES-LENINISTES PARTOUT OU IL Y A EXPLOITATION !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION SOUS LA DIRECTION DE L'ETAT-MAJOR MARXISTE-LENINISTE.

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE.

Correspondant H.R.
Saint-Amand-Montrond

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

LE PEUPLE AMERICAIN CONTRE NIXON

Le peuple américain défiant la violence policière.

Le gouvernement fasciste Nixon a mis Washington en état de siège pour tenter de museler le peuple américain descendu dans la rue pour exiger que cesse immédiatement l'agression de l'impérialisme yankee contre les peuples indochinois.

Acculé par la colère du peuple américain le fasciste Nixon s'évertue à tenter d'accréditer la thèse d'une poignée d'éléments « subversifs ». Mais les 20 000 policiers quadrillant Washington, l'armée mobilisée dans la chasse aux manifestants, les chiens policiers lâchés sur la foule, les 14 000 arrestations effectuées en trois jours, confondent ses mensonges de façon éclatante. C'est bien le peuple américain qui, de plus en plus massivement, se dresse contre les criminels du Pentagone et de la Maison-Blanche.

En France aussi, il n'y a pas de couches du peuple dans laquelle la lutte exemplaire des peuples d'Indochine ne soulève un enthousiasme et un espoir de plus en plus grand (les dirigeants du P« C »F le comprennent bien). Ils ont même accepté de donner par moment un accent combatif à leur défilé du 8 mai, ce qui ne les a pas empêché de reprendre en même temps le mot d'ordre bêlant de « Paix au Vietnam », d'admettre dans leurs rangs. banderolle déployée, la présence du « Comité Sioniste Socialiste », tout en interdisant aux Marxistes-Léninistes la possibilité de prendre place dans la manifestation pour y scander leurs justes mots d'ordre, si dangereux pour les révisionnistes. Contraints de renoncer à la « fête champêtre » de Vincennes, ces derniers se sont toutefois bien gardés de donner à cette manifestation le caractère massif qu'elle aurait pu avoir.

REPRESSION TERRORISTE A MADAGASCAR

Du 31 mars au 2 avril dernier, des « troubles » ont éclaté dans le sud du pays. Férocement réprimés, ils ont fait 30 morts et 229 arrestations, d'après les chiffres officiels eux-mêmes. Le parti de masse MONIMA, accusé d'être à l'origine de ces événements, est dissous.

Mais qui sont les véritables responsables ?

C'est le gouvernement, marionnette aux mains du néo-colonialisme français, qui pratique obstinément une politique anti-populaire :

— L'accroissement du chômage entraîne des grèves diverses : des dockers à San Diego Suarez, aux lycées technique et commercial de Tananarive ;

— Les lourdes patentes écrasent les petits commerçants qui s'affrontent aux forces de l'ordre ;

— L'application systématique des réformes françaises a soulevé une grève générale des facultés à laquelle le gouvernement répond en fermant l'université dans le sud.

Sur le plan politique enfin, les mesures visant à opprimer et réprimer le peuple malgache s'accélèrent :

— Reconnaissance et accords passés avec le gouvernement raciste d'Afrique du Sud ;

— Confiscation de terre aux paysans pour la construction d'un aéroport à Nossy-Bé, concentration des forces de répression aux mains du président de la République ;

— Interdiction du congrès de l'association des étudiants FAEM (majoritaire) ;

— Saisie des journaux et atteintes systématiques à la liberté d'expression.

Voilà qui explique les « troubles » de mars-avril !

Les 229 arrêtés risquent la peine de mort ou l'emprisonnement dans une enceinte fortifiée.

Leur jugement est imminent.

EXIGEONS LA LIBERTE DE NOS CAMARADES EMPRISONNES.

A BAS LE NEO-COLONIALISME ET LA REPRESSION !

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE MALGACHE !

République Démocratique Allemande

Après la démission d'Ulbricht...

Le 3 mai, Walter Ulbricht a démissionné de son poste de premier secrétaire du SED (Parti de l'Unité socialiste d'Allemagne) et cédé la place à Erich Honecker.

La vie politique de Walter Ulbricht aurait pu être celle d'un grand leader du mouvement communiste international.

En effet, militant ouvrier depuis 1908 (date de son adhésion aux Jeunesses socialistes, à l'âge de 15 ans), il connut la lutte, la clandestinité, l'exil. Militant de la première heure du glorieux Parti communiste allemand, co-fondateur avec Wilhelm Pieck et Otto Grotewohl du premier Etat socialiste de la nation allemande, la R.D.A., il mérita la reconnaissance et l'admiration des communistes et des travailleurs du monde entier. Pour la même raison, la bourgeoisie allemande et l'impérialisme américain lui vouèrent une haine mortelle.

Mais Ulbricht et la direction du SED ne surent ou ne voulurent pas résister au groupe révisionniste de Khrouchtchev-Brejnev.

D'abord réticents à adopter la ligne définie au 20e congrès du P.C.U.S., Ulbricht et ses camarades s'alignèrent finalement sur le groupe de Khrouchtchev.

On a dit, ici et là, que la présence des troupes soviétiques en R.D.A. aurait rendu toute autre politique impossible. En fait, la direction du SED recula devant la lutte idéologique et politique parce qu'elle partageait, dans une large mesure, certaines des vues khrouchtchéviennes, notamment dans le domaine de l'économie (intéressement matériel, hiérarchie, « rentabilité », etc.). Peut-être pensait-elle également qu'une extrême souplesse à l'égard des révisionnistes soviétiques inciterait ceux-ci à rester ferme sur la question du statut international de la R.D.A. et sur la question de Berlin.

Toujours est-il qu'elle fut, sous la férule d'Ulbricht, au premier rang dans les attaques anti-chinoises et anti-albanaises lancées à partir de 1961-1963 par les révisionnistes. La R.D.A. participa à la tentative de sabotage et de blocus de l'économie de ces deux pays socialistes.

Mais pour toute récompense de sa servilité, Ulbricht ne recueillit que rebuffades. Khrouchtchev avait, peu avant sa chute, comploté avec l'Allemagne Fédérale, après avoir capitulé sur la question de Berlin, et se préparait à envoyer à Bonn son gendre Adjoubei, pour aller encore plus avant dans le complot visant à la liquidation à terme de la R.D.A.

Brejnev et Kossyguine firent mine, au début, de désavouer cette ligne khrouchtchévienne mais, dès avant la venue au pouvoir des sociaux démocrates à Bonn, les contacts avec les milieux dirigeants ouest-allemands avaient repris, toujours par dessus la tête de la R.D.A.

Aujourd'hui, Erich Honecker succède à Ulbricht. Lui aussi milita dès l'âge de 14 ans et fut enfermé pendant dix années dans la prison hitlérienne de Brandenburg, il participa de façon éminente à la construction de ce qui devait être le premier Etat socialiste allemand. Mais il s'est montré en tous points semblable à son aîné Walter Ulbricht, opportuniste et capitulard comme lui face aux révisionnistes soviétiques.

Il porte, conjointement avec Ulbricht, Stoph et l'ensemble de la direction du SED, la responsabilité de l'intervention de l'armée « populaire » de la R.D.A. en Tchécoslovaquie, aux côtés des forces du social-impérialisme soviétique.

Les marxistes-léninistes devront étudier comment des communistes fermes et résolus tels Ulbricht et Honecker ont pu devenir des révisionnistes, favorisant à l'intérieur la reconstitution d'une nouvelle bourgeoisie et soutenant à l'extérieur la politique du social-impérialisme soviétique.

A ce propos, certains ont parfois posé la question : « Faut-il encore défendre l'existence de la République Démocratique allemande, alors que celle-ci n'est plus un Etat socialiste que de nom ? »

A cela, nous répondrons, sans hésiter : « Oui, il faut défendre la R.D.A. ! »

L'absorption de celle-ci par l'impérialisme ouest-allemand ferait de ce dernier la force dominante en Europe, sans que la cause du socialisme en soit en quoi que ce soit renforcée.

L'existence de la R.D.A. maintient une contradiction de caractère antagonique entre le social-impérialisme soviétique et les puissances impérialistes occidentales.

La puissance économique atteinte par la R.D.A., grâce au travail acharné de sa classe ouvrière, peut maintenant lui permettre de tenir tête à Bonn et à Moscou et gêner leurs plans de co-exploitation de l'Europe centrale et orientale, plans qu'ils ne vont pas manquer de tenter de pousser plus avant.

Il ne s'agit pas de revenir sur le jugement politique que nous portons sur les dirigeants révisionnistes de la R.D.A., Erich Honecker en tête. Mais toute velléité de leur part, de résister au chauvinisme de grande puissance du groupe de Brejnev et à l'expansionnisme ouest-allemand, doit être soutenue et encouragée sans réserve, quelles que soient les injures et les calomnies déversées contre les marxistes-léninistes et les révolutionnaires par les dirigeants de Berlin-Est.

En R.D.A. comme dans le monde entier, le révisionnisme disparaîtra tôt ou tard et le communisme triomphera.

Hervé KERMOAL.

LES QUESTIONS DU LÉNINISME

Par J. STALINE

(27 textes)
l'exemplaire : 20 F
(+ 2,65 F contre envoi)
à la Librairie Le Phénix
72, bd de Sébastopol, Paris (3e)
(ou par notre intermédiaire)

Directeur de publication : F. MARTY Commission paritaire n° 47 291 des Papiers de Presse. distribution N.M.P.P. Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) dépôt légal 2e trimestre